

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4250^F

Service Central :

Région : SUD-OUEST (1^{er} ARR^t)
VOIE

OBJET DE LA CONSULTATION

CONSULTATION D'AGENT

Achat à crédit d'un appareil de T.S.F.
signature de TRAITES. Promesse de la part du vendeur
(RADIO-SCIENTIA, 65 rue de RENNES à PARIS) de
reprise d'ancien appareil - réparation -
RÉSILIATION de la vente.

M. BOUYSSOV - Dessinateur - page à PARIS

Références :

Observations :

D^{er} N° 4250^F ; Aff. :

CONSULTATION D'AGENT

- ACHAT D'APPAREIL DE T.S.F.
- RÉSILIATION - signature de TRAITES

20 Juin 9

A.G

4250^F

Monsieur BOUYSSOU

Dessinateur

Service de la Voie, 1^{er} Arrd^t Région Sud-Ouest17, quai d'Austerlitz à Paris

En réponse à votre lettre du 16 juin 1939, je vous informe que vous pourrez obtenir verbalement les renseignements dont vous avez besoin en venant au Contentieux, 45 rue St-Lazare (Division des Affaires Générales) le jour de votre choix, de 9 heures à 11 heures ou de 14^h à 18^h, à l'exception des samedis après-midi, dimanches et jours de fête.

Il y aura lieu de vous munir de toutes pièces utiles que vous voudrez bien apporter en communication.

LE / CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : de CAQUERAY

Paris le 16 Juin 1939.



M. Follmann

le couragiste selon la
forme habituelle

Monsieur le Chef du Contentieux
(Région du Sud-Ouest)

17-6-39 4280

Je me permets de vous adresser cette demande de
conseils pour me sortir si cela est possible d'une situation
ennuyeuse.

Voici en résumé le schéma de l'affaire en question...

« Possesseur d'un poste de T.S.F. usagé, j'ai eu une recommen-
dation auxi d'un échange possible par reprise du
vieux poste avec la maison Radio Scientia 65 Rue
de Rennes. Etant très chargé de famille et ne
pouvant faire qu'un effort mesuré j'ai demandé
crédit obtenu par l'Intermédiaire du Crédit Electrique
et Gazier 36 avenue Kleber. La maison de T.S.F.
m'avait à ma première visite en compagnie de
mon fils promis ferme de me reprendre mon
vieux poste après que j'avais fait comme déclaration
que je ne voulais pas en faire une question de
bénéfice. Donc reprise promise (1^{re} attitude) »

« Ayant eu ce poste neuf en effai j'ai constaté une
mauvaise et un fonctionnement parfait sauf
quelques incidents de marche nécessitant une révision.
Malgré cela je fis une 2^{me} visite à cette maison
j'obtins promesse de la révision (pas très impérieuse)
et traitas donc l'affaire 100 + à la C^{te} et
en fin de mois + 18 tracts à 70+. Au cours de
cette 2^{me} visite le Directeur me dit qu'il pourrait
me vendre mon poste cela serait pour moi peut
être plus avantageux. Confiant j'ai souscrit à
cette (2^{me} attitude), cette maison m'étant très
recommandée de source sûre. »

« Au bout de certains jours ne voyant venir personne
j'écrivis une lettre de réclamation. Ce monsieur vint
malheureusement en mon absence quoique je lui
avais certifié les jours d'absence et l'avis dans ma
boîte aux lettres un mot au crayon ou (2^{ème} attitude)
Il me proposait pour mon poste ancien de me
le réparer gratuitement à charge pour moi de
le revendre. »

« ayant réagi j'ai écrit une nouvelle fois je
pris 2 décisions les fermes peut être malheureuses
car ma confiance les jours passant sans solution
diminuait. Je l'avisais que je refusais de
verser les 100 + a la C^{de} jusqu'à la reprise de
mon vieux poste et prenant sur moi les dépenses
je fis transporter ce poste de Choisy à Paris par
un taxi d'une maison de la ville ».

« Je reus quelques jours après un avis de ce que
le poste était arrivé, que certaines réparations
(techniques sur la lettre) avaient été
faites et qu'il était à ma disposition contre 100 +
à condition que j'aie le chercher. De vieux
poste plus question. (4^{ème} attitude). Découragé
j'ai demandé à lui et au Crédit Electrique
l'annulation de la vente ayant refusé la
1^{re} traite fin Mai (au 30 Mai) et n'ayant aucun
versement effectué avant, puisque je ne pourrais
rien obtenir ».

« Je reus il y a quelques jours une nouvelle lettre
me disant que l'on expertiserait mon vieux poste
que l'on ne connaît pas et cela est à mon avis
une chose que plus tôt était connu exact. Mais
il me faut l'expédier ma vieillesse et faire
avoir le pas au retour du poste neuf. »

« A ma demande d'annulation j'ai de nouveau
reçu la menace d'une saisie arrêt sur mes
salaires en regard de l'engagement et cela est
normal. Mais je n'ai pas le poste en ma possession
et je n'ai pas à moins que je fasse encore trois
les fois le vieux poste de repris. Pourtant au
point de vue commercial je crois que le vendeur
a droit à certains devoirs vis à vis de l'acheteur. »

« D'autre part si je voulais conserver ce poste en
le prenant je ne puis verser 100 + de C^{de} + 70 +
de traite fin mai + 70 + de traite fin juin, le sacrifice
est trop fort si on dit plus haut pour quelle raison.
Enfin il faut avouer qu'une certaine malhonnêteté
commerciale incite à vendre à n'importe quel prix
alors que l'on imprime de cartes publicitaires
ou l'on parle de toute opération que l'on ne fait
plus si cela est possible: (échanges, refus, etc...).

Je vous demande donc Monsieur le Chef du
Contentieux de prendre note que je ne puis plus
avoir confiance en cette maison et que par conséquent
je dois me libérer de cet engagement car je tiens
à vous avouer que je ne veux par aucun moyen
continuer à être dupe pour avoir été trop honnête
au début, car je n'ai rien caché à ce Monsieur
de ma situation estimant qu'en matière d'affaire
il me fallait et il valait mieux être franc en
tout.

J'espère que j'aurai l'honneur de me connaître
ultérieurement et vous prie d'agréer Monsieur mes
respectueuses salutations.

J. R. B.

J. R. Bouysson Dess. Prof. d'él. Service des voiries
1^{er} Arrond. Région S.O. 17 Quai d'Anvers Paris

AG - 4250 F

8B

Mademoiselle Remy
1^{re} et 2^e étages
J.H.

Monsieur BOUYSSOU

Dessinateur
Service de la Voie, 141 arrdt. Région Sud-Ouest
17 quai d'AUSTERLITZ à PARIS

En réponse à votre lettre du 16 Juin 1939, je
vous informe que vous pourrez obtenir verbalement
les renseignements dont vous avez besoin en venant au
Contentieux, 45 rue St. Lazare (Division des affaires
généralistes) le jour de votre choix, de 9 heures à 11 heures
ou de 14 heures à 18 heures, à l'exception des Samedis
après-midi, Dimanches et jours de fête.

Il y aura lieu de vous munir de toutes pièces
utiles que vous voudrez bien apporter en communication.

Le Chef du Contentieux.

1916

A.G.

1838 D

7 Janvier 1936

Le Chef du Service Commun du Contentieux
à Monsieur RIVIERE, Paul,
Employé au Service de la Voie et des Travaux
de la Compagnie de l'Est,
4 rue Paul Bert
ROSNY-SOUS-BOIS (Seine).

En réponse à votre lettre du 29 décembre dernier,
je vous informe que vous ne pouvez pas de votre propre au-
torité, considérer comme résiliée la vente du poste de
T.S.F. PHILIPS, que vous avez acheté, sous prétexte que
vous auriez payé cet appareil trop cher en raison de l'an-
cienneté du modèle et de son mauvais fonctionnement.

Mais il vous est loisible de demander en justice
la résolution de la vente aux torts du vendeur et la con-
damnation de celui-ci à la restitution du prix.

Il a, en effet, été jugé, à cet égard, que le vendeur d'un appareil de T.S.F. doit, conformément à l'article 1641 C. civ., la garantie des défauts constituant des vices cachés, qui ne se sont révélés que lors de la mise en fonctionnement de l'appareil et qui en diminuent considérablement l'utilité (Tr. civ. de la Seine: 18 juin 1935 -Gaz. du Palais: 1935-2-431).

Des dommages-intérêts pourraient même vous être accordés en vertu de l'article 1645 C. civ., si vous démontreriez que le vendeur était de mauvaise foi et connaissait les vices cachés du poste litigieux.

Au cas où vous entendriez exercer des poursuites, il conviendrait d'appeler votre vendeur devant le juge de paix de Noisy-le-Sec, qui, à défaut de conciliation, désignera un expert à l'effet d'examiner l'état et la valeur réelle de l'appareil.

Sur le rapport de cet expert, le juge appréciera si les défauts de l'appareil sont suffisants pour motiver une résolution de la vente et l'allocation de dommages-intérêts.

Dans l'affirmative, il pourra ordonner la représentation des traites non encore en circulation et leur remise entre vos mains.

Mais, pour les effets déjà endossés à des tiers, l'action engagée par vous, et même la condamnation de votre vendeur ne vous autoriseront pas à en refuser

le paiement à l'échéance prévue au titre.

Aux termes de l'article 121 du Code de Commerce, votre acceptation entraîne l'obligation personnelle pour vous d'acquitter le montant de ces effets, et le porteur -ordinairement une banque- pourrait à défaut de règlement, vous poursuivre ou pratiquer une opposition sur votre salaire, sans avoir, du reste, à tenir compte des difficultés existant entre vous et votre vendeur.

J'ajoute que la Compagnie de l'Est, de son côté, aurait la stricte obligation de se conformer aux oppositions qui pourraient lui être signifiées.

Le Chef du Service Commun du Contentieux,

Signé: Fany